

## **Dossier hebdomadaire d'aide à la communication de proximité**

Semaine du 3 au 9 décembre 2018

---

édito :

**prêts pour les combats**

articles :

### **DISCOURS MACRON**

**le pays n'a pas besoin de « pédagogie »  
mais de mesures pour le pouvoir d'achat  
et la justice sociale**

### **BREXIT**

**le peuple britannique ne doit pas payer  
l'irresponsabilité du gouvernement conservateur**

### **POUR SELAHATTIN DEMIRTAS**

**liberté immédiate**

## Prêts pour les combats

« Depuis des semaines, des mois même, notre parti est en mouvement. Les communistes discutent, débattent, amendent... Le Parti communiste vit comme jamais ! Et le message que vous avez porté tous ensemble est très clair : être unis et toujours plus combatifs ! Oui, être unis, parce que c'est notre plus grande force, depuis bientôt un siècle qu'existe notre parti. Nous avons toujours su, nous les communistes, nous rassembler autour de notre idéal commun, celui d'une société d'abord tournée vers l'Humain et non livrée aux marchés financiers.

**Nous** sortons de ce congrès soudés, riches des multiples contributions qui ont donné à notre projet une cohérence et une force rarement atteintes. Avec Pierre Laurent, dont je salue la détermination et la fraternité, la confiance et la sincérité avec laquelle nous avons travaillé, avec tous les militants, nous avons œuvré sans relâche pour aboutir à cette réussite. Et je voudrais d'abord vous remercier, vous les communistes, les secrétaires de sections, fédéraux, qui nous avez dit, d'une manière claire et impérative, que nous devons parvenir à nous rassembler lors de ce congrès.

**Alors** voilà, nous avons réussi un exercice démocratique incroyable quand d'autres partis se seraient déchiré, auraient explosé. Mais pas nous, non surtout pas nous !

**Oui**, nous sommes prêts pour les combats, prêts à porter notre projet, prêts à être toujours plus dans les luttes comme celle qui monte dans le pays autour du pouvoir d'achat. »

Fabien Roussel  
extraits de son discours de clôture au 38<sup>e</sup> congrès du PCF

## DISCOURS MACRON

# le pays n'a pas besoin de « pédagogie », mais de mesures pour le pouvoir d'achat et la justice sociale

**Une heure de discours,  
pour ne pas répondre aux  
attentes des Français.  
Voilà à quoi s'est livré Emmanuel  
Macron dans un exercice poussif  
de communication.**

L'enjeu écologique est posé sans vraie ambition et l'urgence sociale elle, est totalement passée sous silence. Le président appelle à se « désintoxiquer » des énergies carbonées mais il oublie le besoin indispensable de se « désintoxiquer » du pouvoir de l'argent.

Pourtant les questions sociale et de justice fiscale sont au cœur des préoccupations et de la colère exprimés. Emmanuel Macron parle ainsi du consentement à l'impôt sans évoquer celles et ceux qui font tout pour y échapper et sans parler des 358 000 familles exonérées d'ISF alors qu'elles détiennent la moitié de notre PIB avec 1000 milliards d'euros. Il dit comprendre les fins

de mois difficiles mais il ne parle pas une seule fois de la hausse du SMIC, des salaires ou des pensions pourtant seules décisions qui pourraient durablement augmenter le pouvoir d'achat des français.

C'est pour cela que le PCF lance une campagne pour une augmentation du SMIC de 200 euros net par mois dès janvier 2019 et pour l'ouverture de négociations salariales dans le privé comme dans le public.

Ce dont à besoin le pays, ce n'est pas de la pédagogie mais de mesures claires et ambitieuses pour le pouvoir d'achat et la justice sociale.

Face à l'absence de réponse du président, le PCF soutient la journée de manifestation du 1<sup>er</sup> décembre à l'appel des organisations syndicales et appelle à amplifier la mobilisation contre la politique du gouvernement.

Fabien Roussel  
secrétaire national du PCF

## BREXIT

# le peuple britannique ne doit pas payer l'irresponsabilité du gouvernement conservateur

**Le projet d'accord sur le Brexit entre l'UE et le Royaume-Uni vient d'être rendu public. Il est désormais soumis à la ratification des parlements nationaux et du Parlement européen.**

Faisant près de 600 pages, avec un contenu très complexe, il offre quelques garanties sur la frontière irlandaise ou sur le sort des travailleurs européens au Royaume-Uni et des travailleurs britanniques en Europe. Mais ce document montre surtout l'irresponsabilité du gouvernement de Theresa May et des promoteurs conservateurs du Brexit.

La poursuite jusqu'à fin 2020 de l'application des règles européennes déjà en vigueur et la mise en œuvre des nouvelles règles qui seront adoptées par les États membres de l'UE durant la période de transition se dérouleront sans qu'aucun représentant britannique ne puisse avoir voix au chapitre, étant donné que le Royaume-Uni perd dès mars 2019 l'en-

emble de sa représentation dans les institutions européennes : point d'accord bilatéral entre Londres et un partenaire tiers; point de « retour » de « l'argent » britannique mais au contraire une facture de près de 50 milliards d'euros à payer.

Cet accord dissimule mal le fait que l'avenir demeure très incertain, avec un lourd risque de régression au Royaume-Uni à laquelle la lettre de Theresa May aux Britanniques ouvre la porte en reprenant les arguments des partisans conservateurs du Brexit sur le contrôle de l'immigration.

Le PCF a toujours pris position en faveur du respect du vote de la majorité des Britanniques mais cela doit se faire dans le respect des droits du peuple britannique qui ne doit pas payer le prix du Brexit en subissant une politique d'austérité renforcée et le démantèlement de la sécurité sociale, des droits des travailleurs étrangers au Royaume-Uni et britanniques dans l'UE, et des droits du peuple irlandais à voir appliquer totalement de l'accord du Vendredi Saint ■

## POUR SELAHATTIN DEMIRTAS

# liberté immédiate

**La Cour européenne de justice vient, dans un arrêt, d'exiger la libération immédiate de Selahattin Demirtas.**

Député et ancien co-président du Parti démocratique des peuples (HDP), incarcéré depuis novembre 2016, il risque 142 ans de prison pour s'être engagé en faveur de la paix et de la démocratie.

La Turquie est condamnée pour avoir « étouffer le pluralisme », « limité le libre jeu du débat politique » et pour « atteinte injustifiée à la libre expression du peuple ».

Cette décision contraignante est un camouflet pour le tyran Recep Tayyip

Erdogan qui d'ores et déjà rejette toute perspective de libération. Or, la Turquie est signataire de la Convention européenne des droits de l'Homme : piétinera-t-elle à nouveau ses engagements alors que des milliers d'opposants croupissent dans ses prisons ?

Le PCF exige de la France et des autorités européennes qu'elles agissent avec vigueur pour le respect du droit international et la libération de Selahattin Demirtas. Les démocrates de Turquie et notamment les Kurdes pourront s'appuyer sur cette décision pour poursuivre leur combat contre la dictature.

Ils peuvent compter sur le soutien total des communistes ■